

La droite crispée sur l'innovation pédagogique

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 402

PDF erstellt am: **07.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1018620>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La droite crispée sur l'innovation pédagogique

Partout, l'école et la pédagogie font problèmes, en soulevant une suite incessante d'interrogations, constamment renouvelées. A la vérité, les problèmes scolaires révèlent ceux qu'engendrent les économies industrielles, notamment dans la crise des rapports sociaux. L'école ne peut que refléter les contradictions de nos sociétés, que les élèves vivent intensément. Ce qui oblige enseignants, pédagogues, psychologues à toujours chercher comment il est possible de continuer à « faire passer » les programmes scolaires.

Très tôt — en tout cas depuis le degré secondaire — les élèves ressentent une angoisse qui découle des images multiples, contradictoires, exclusives, antagonistes que la vie leur fournit : les problèmes affectifs et familiaux, la richesse apparente de la société, l'abêtissement au travail, la superficialité des rapports humains, doublée d'égoïsme et de mesquinerie, la pauvreté du tiers monde, la violence généralisée et les guerres locales, les « grands jeux » incompréhensibles des partis politiques et des grandes puissances. Ils y répondent souvent par l'indifférence et la méfiance. Mais tout cela leur pèse, les angoisse. De l'école, ils attendent en conséquence plus que simplement l'acquisition d'un savoir : un appui, une aide dans la recherche d'une manière de vivre qui leur permette de comprendre et de se comprendre.

Du fait de l'évolution de la société, l'école est devenue bon gré mal gré le lieu principal d'apprentissage de la sociabilité et de la démocratie (celle-ci étant entendue moins comme un système politique que comme une manière tolérante et ouverte de vivre avec les autres). Cette situation nouvelle n'est pas voulue ni probablement souhaitée par les élèves ou par les enseignants. Il serait sans doute plus facile pour eux tous que l'école continue d'être ce qu'elle a été : le lieu où le maître dispense les connaissances jugées néces-

saires et utiles pour vivre et travailler. Mais les sociétés industrielles sont devenues trop mouvantes, trop visiblement contradictoires dans leur fonctionnement, leurs objectifs, leurs conséquences pour qu'il puisse encore en être ainsi.

Pour qu'il soit prêt à acquérir des connaissances, il faut que l'élève ait un tant soit peu l'idée qu'elles lui seront de quelque utilité personnelle ou pratique. A défaut, il ne tarde pas à devenir réticent, voire réfractaire : il n'est pas prêt à admettre et à absorber sans autre le contenu des programmes scolaires.

De telles attitudes et réactions traduisent et révèlent certainement un manque d'adéquation entre soi et le monde, ce qui soulève des problèmes existentiels considérables. C'est dire que l'enfant, l'adolescent est plus soucieux de trouver et définir sa place dans la société, que d'apprendre.

Chaque année l'école enregistre ces changements d'attitude. Sur plusieurs années, ils constituent des modifications importantes de comportement.

Inévitable remise en cause

L'enseignant qui veut — qui doit d'ailleurs ! — « faire passer son programme » se trouve confronté à des problèmes difficiles. Il peut s'en désintéresser et faire comme si de rien n'était. Il lui suffira pour cela de « tenir ses élèves », et de renvoyer à d'autres ou ailleurs les questions, implicites ou explicites, scolaires ou humaines, que les élèves lui adressent. Il peut au contraire être sensible aux réactions qu'il décèle ou ressent, et s'interroger sur son enseignement, le contenu des programmes, les méthodes pédagogiques qu'il applique, l'approche qu'il a avec ses élèves des problèmes humains et sociaux. La pédagogie traditionnelle se trouve alors, inévitablement, remise en cause.

Mais la recherche de solutions nouvelles qui limitent ou éliminent autant que faire se peut, les insuffisances les plus manifestes du système actuel n'est pas aisée. La refonte de l'organisation scolaire au niveau secondaire et des programmes éla-

borée dans le courant des années soixante ne constitue, à supposer qu'elle fonctionne bien, qu'une réponse très partielle à ces questions. Au-delà de l'enseignement proprement dit, ce sont bien l'ensemble des rapports, notamment maîtres-élèves, élèves-élèves qui sont posés. Et il ne suffit pas d'instituer des « tronc communs », des « sections », des « passerelles » pour aborder, encore moins résoudre de tels problèmes.

Un nouveau bail pour La Chaux-de-Fonds

Dans le canton de Neuchâtel — comme partout ailleurs — ces questions sont débattues. L'école secondaire de La Chaux-de-Fonds termine actuellement une première phase d'expériences pédagogiques. Commission d'école, direction, enseignants, avec l'accord des parents, sont prêts à renouveler pour une nouvelle période de quatre ans ces expériences. A Neuchâtel, une première tentative a dû être arrêtée à la suite d'interventions bourgeoises au Grand Conseil (cf. DP 254, 258 et 299). Des experts avaient été chargés de faire rapport. Rappelons leurs conclusions : « Le bilan de l'expérience de pédagogie nouvelle est positif. Le passage des élèves EPN à l'étape ultérieure de leur formation est assuré de façon normale; il n'appelle pas de mesures particulières. » Sur le plan scolaire, l'acquisition des connaissances s'était révélée ni meilleure ni pire que dans les classes traditionnelles. En revanche, sur le plan de la personnalité et de la motivation des élèves, des progrès sensibles et réels avaient été obtenus; le témoignage d'enseignants qui ont eu ces élèves au niveau du secondaire supérieur en atteste.

Un nouveau projet

Depuis une année environ, un groupe d'enseignants (une quarantaine) de l'école secondaire de Neuchâtel a travaillé à l'élaboration d'un nouveau projet d'expériences de pédagogie nouvelle, dont les objectifs principaux, par rapport à

la première tentative, sont conservés : appliquer des méthodes où l'élève est mis en situation non pas seulement d'être instruit, mais aussi, progressivement, de participer à l'enseignement, à la vie et à l'organisation de la classe, à l'examen et à la discussion, avec les enseignants, des problèmes humains et scolaires qui ne cessent de se poser. Les enseignants prennent au surplus l'engagement de réaliser les programmes scolaires prévus, de manière à ce que les élèves n'aient pas ultérieurement à subir de préjudices scolaires. Le « recrutement » des élèves est prévu sur une base de volontariat, c'est-à-dire avec l'accord des parents qui seront associés à l'expérience tout au long de son déroulement. La commission d'école a examiné au cours de

deux séances ce nouveau projet. Par huit voix contre six, elle a finalement émis un préavis négatif. Préavis à l'intention du Département de l'instruction publique qui est l'autorité compétente pour admettre ou refuser des expériences pédagogiques. Ce même département a toutefois reçu, mais avec un préavis positif, une demande analogue émanant de La Chaux-de-Fonds. D'où le problème posé : autorisera-t-il dans le Haut ce qu'il pourrait refuser dans le Bas ? Est-il admissible que deux types de pédagogie s'installent dans le canton ? Et puis surtout : la droite serait-elle crispée au point de rejeter les efforts qui tendent à améliorer l'enseignement et de fermer les yeux sur les besoins essentiels qu'expriment les élèves et les adolescents ? La réponse ne tardera pas.

DANS LES KIOSQUES

Après l'information, la culture

Les grandes manœuvres de presse continuent. Dans le dernier numéro de « Die Tat », la rédaction cédant la place à l'équipe Schawinski rappelle les étapes du journal, créé comme hebdomadaire en novembre 1935, devenu quotidien le 1er octobre 1939 et qui change totalement d'aspect depuis le 4 avril. Dans l'article préparant la transition, Pierre Arnold, le grand patron de Migros écrit une phrase qui sera commentée dans les milieux intellectuels. En effet, à propos du supplément littéraire qui va disparaître, il laisse entendre qu'un succès du quotidien pourrait avoir comme conséquence le lancement d'un hebdomadaire culturel autonome. Qui vivra verra.

A noter que plusieurs quotidiens ont accepté de publier de grandes annonces pour le nouveau « Tat » ce qui n'est pas courant dans la presse.

— Un quotidien fait à nouveau parler de lui « Volksrecht » (Droit du Peuple), qui publie dorénavant une deuxième page zurichoise et couvre tout ce canton. Pour gagner le pari, il lui faudra

obtenir 3000 nouveaux abonnements pendant les deux prochains mois. La nouvelle page cantonale sera reprise par le quotidien socialiste de Winterthur. Certains militants estiment que l'énergie déployée pour publier des bulletins locaux souvent volumineux devrait s'exercer en priorité en faveur du quotidien ressuscité afin de lui redonner l'audience d'autrefois.

— On apprend que huit écrivains alémaniques préparent un supplément mensuel qui ne sera pas exclusivement littéraire et qui devrait paraître à partir du mois de mai dans la presse socialiste alémanique. Renaissance de la presse quotidienne de gauche ?

— Rectifions ! Le législatif de la ville de Berne s'est finalement opposé (cf. DP 400) à la présence de trois commissions du Parti du travail dans des commissions de la ville. A la majorité, et après une longue discussion, il a décidé de ne nommer dans les commissions que des représentants de partis ayant obtenu au moins un des huitante sièges du Conseil communal. A l'évidence, malgré cet accroc, le système en vigueur est malgré tout plus démocratique que celui d'autres communes et d'autres cantons.

— Franchir la Sarine, pour une fois dans cette

rubrique, c'est signaler au moins deux publications dignes du plus grand intérêt :

— Le périodique « Zomar » (recherches et synthèses, Société coopérative Zomar, case postale, 2501 Bienne) qui dans son dernier dossier intitulé « Crise et chuchotements » (à propos des « nouveaux philosophes ») livre notamment un entretien avec Maurice Clavel, extrêmement stimulant ; un « bimestriel » à suivre, si l'on se souvient de la qualité de ses dernières livraisons centrées par exemple sur la mort (entretien avec Jean Ziegler), sur l'éducation (entretien avec Henri Hartung), sur l'aménagement du territoire (entretien de deux militants Francs-Montagnards).

— Le dernier cahier de Pro Fribourg (Stalden 4, 1700 Fribourg), intitulé « Vers un dégel culturel », qui fait le point de la politique culturelle des autorités fribourgeoises avec une efficacité et une précision rares en Suisse romande.

Les socialistes et le marché

La « Nouvelle revue socialiste »¹ consacre son numéro 22 à une nouvelle forme de débat politique. Y ont contribué François Mitterrand (Attention à la mythologie), Jacques Attali (Contribution au débat), Michel Rocard (Plan et marché), Pierre Joxe (A propos du marché) et Gille Martinet (La planification du marché). La discussion est ouverte et nous tenions à le signaler.

¹ 12, Cité Malesherbes, F-75009 Paris. Le numéro : 12 Ffr.

A NOS LECTEURS

Les fêtes de Pâques nous contraignent à espacer la parution de « Domaine Public ». Vous recevrez donc DP 403, non pas jeudi/vendredi prochains 14/15 avril, mais la semaine suivante, soit les 21/22 avril. Merci de votre compréhension et bonnes fêtes !